



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONSEIL

Cent soixante-quatrième session

6-10 juillet 2020¹

Impact de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires

Résumé

- a) Les effets conjugués de la covid-19, des mesures adoptées pour lutter contre la maladie et de la crise économique mondiale consécutive aggraveront les problèmes de la faim et de la malnutrition en plongeant davantage de personnes dans la faim et la pauvreté, en particulier dans les pays à faible revenu qui dépendent de l'importation de denrées alimentaires. Ils pourraient bien réduire à néant une décennie entière de progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté.
- b) La FAO s'emploie à évaluer la menace que la covid-19 fait peser sur la sécurité alimentaire et la nutrition et à formuler des politiques fondées sur des éléments concrets à l'intention de ses Membres. Contrairement à la crise alimentaire des années 2007 et 2008, l'enjeu d'aujourd'hui n'est pas la disponibilité des aliments, mais l'accès à ceux-ci. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire tiennent certes le coup, mais la récession dans laquelle les pays commencent à s'enfoncer constitue une menace réelle, car on sait que les ralentissements économiques ont un effet aggravant sur la faim. D'après les estimations de l'Organisation, pas moins de 80,3 millions de personnes risquent de manquer de nourriture en raison de la baisse de la croissance économique.
- c) La demande alimentaire chutera à mesure que le nombre de personnes sans emploi augmentera. L'ampleur des effets de la pandémie sur cette demande dépendra de l'intensité et de la durée du choc économique occasionné ainsi que de l'accès au crédit et aux programmes de protection sociale. Les mesures de stimulation de l'économie adoptées dans tous les pays doivent donc avoir pour but de garantir la satisfaction des besoins alimentaires des groupes les plus vulnérables. Sans accès à la nourriture et à la nutrition, il n'y a pas de santé possible.
- d) Le présent document met également en lumière l'énergie déployée par la FAO pour évaluer les répercussions de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture dans le monde et pour contribuer à l'analyse des politiques. L'Organisation a par ailleurs organisé des réunions de haut niveau afin d'encourager les Membres à s'unir pour relever les défis posés par la pandémie et collabore avec les équipes de pays des Nations Unies et d'autres institutions pour intensifier les actions menées en vue d'améliorer la sécurité alimentaire en cette période de crise.

¹ Les dates de la session avaient été initialement fixées du 8 au 12 juin 2020.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des progrès réalisés et à formuler les indications qu'il jugera utiles.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Département du développement économique et social
Tél.: +39 06570 50869

Généralités

1. Les effets conjugués de la propagation mondiale de la covid-19, des mesures de lutte contre la pandémie et de la récession mondiale sont susceptibles de perturber le fonctionnement des systèmes alimentaires et, par conséquent, de porter un coup dur à la santé et à la nutrition. Aujourd'hui, 135 millions de personnes dans 55 pays sont frappées par une crise alimentaire et une crise des moyens d'existence particulièrement graves², tandis que 183 millions de personnes sont à la limite de l'insécurité alimentaire. Le retard de croissance touche 75 millions d'enfants de moins de 5 ans et l'émaciation, 17 millions d'enfants³.

2. Sans interventions rapides visant à sauver des vies et à rétablir les moyens d'existence, le nombre de personnes souffrant de la faim risque de s'envoler rapidement. Quelque 580 millions de personnes qui étaient sorties de la pauvreté au cours des 10 dernières années pourraient y replonger, ce qui aurait pour effet d'annuler une décennie entière de progrès en la matière⁴. Le nombre de personnes vivant dans des conditions d'insécurité alimentaire grave connaîtra donc une augmentation bien plus rapide que ce à quoi le monde est en mesure de faire face.

3. La faim dans le monde était déjà en hausse avant même l'apparition de la covid-19. Malgré d'abondantes disponibilités alimentaires, les inégalités en matière d'accès à une alimentation saine demeurent un problème majeur. La pandémie a révélé des faiblesses dans les systèmes alimentaires, lesquelles touchent particulièrement les populations les plus marginalisées dans tous les pays.

I. Évaluation par la FAO du danger que représente la covid-19 pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et mesures recommandées

A. Pourquoi la prévention de la faim devrait-elle être au cœur des programmes de stimulation de l'économie?

4. Ce n'est pas la disponibilité des aliments, mais l'accès à ceux-ci qu'il faut assurer aujourd'hui. La pandémie menace de fragiliser l'économie mondiale à une échelle sans précédent depuis la Grande Dépression. La situation est donc préoccupante, car ceux qui dépendent de leur salaire pour manger risquent de perdre leurs revenus et de ne plus pouvoir acheter de nourriture. Alors que les pays s'efforceront de trouver un équilibre entre la sécurité de leur population et la relance de l'économie en allégeant les mesures de confinement, il leur faudra préserver l'accès des plus pauvres et des plus vulnérables à l'alimentation et à la nutrition.

5. Dans les premiers temps, la perturbation éventuelle des chaînes d'approvisionnement alimentaire suscitait des inquiétudes. Certains pays ont réagi précipitamment en imposant des restrictions sur les exportations, retardant ainsi l'amarrage de navires chargés de fruits et de légumes et la panique a poussé les consommateurs à faire des réserves de nourriture. On constate pourtant que ces problèmes sont résolus à mesure qu'ils se présentent. Seuls 10 pays imposent actuellement des restrictions au commerce, ce qui représente 5 pour cent des échanges mondiaux de produits alimentaires. À titre de comparaison, 33 pays avaient mis en place ce type de restrictions pendant les crises alimentaires de 2007 et 2008, soit l'équivalent de 28 pour cent du commerce mondial. Il est fondamental que les pays veillent à ce que les chaînes d'approvisionnement alimentaire continuent de fonctionner.

² Elles se situent au niveau 3 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, échelle mondiale commune de classification de la gravité et de l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (en anglais): www.ipcinfo.org/manual/overview/en/.

³ Rapport mondial sur les crises alimentaires 2020 (en anglais): [GRFC_2020_ONLINE_200420.pdf](https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-43.pdf).

⁴ Prévisions quant aux répercussions de la covid-19 sur la pauvreté dans le monde (en anglais): www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-43.pdf.

6. La pandémie de covid-19 engendrera probablement une récession mondiale profonde, et les ralentissements économiques sont parmi les principaux obstacles à la lutte contre la faim et la malnutrition⁵. La chute de la demande à l'exportation et l'interruption du tourisme nuisent particulièrement aux petits États insulaires en développement, qui sont aussi des pays importateurs de nourriture. Les transferts de fonds ont dégringolé. Des pays exportateurs de pétrole tels que le Nigéria, le Tchad, la Libye, l'Algérie et l'Angola connaissent des difficultés financières du fait de l'arrêt de la demande. À la suite de l'effondrement des cours du pétrole, les monnaies locales ont perdu de la valeur par rapport au dollar, ce qui rend quasiment impossibles les remboursements de dette aux autres pays. La situation financière des pays qui dépendent du coton et des produits minéraux est également précaire.

7. Les pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier ceux dont les niveaux de revenus sont les plus bas et qui comptent le plus de personnes vivant dans la faim et la pauvreté, sont gravement touchés. Ils n'ont ni les capacités, ni les moyens financiers nécessaires pour stimuler l'économie et protéger les moyens d'existence des plus vulnérables et auront donc besoin d'importants financements de la part des créanciers internationaux. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont ainsi demandé la suspension du remboursement des prêts bilatéraux et mis des financements d'urgence à la disposition de ces pays⁶.

8. D'après la FAO, une baisse de la croissance du PIB aggraverait la sous-alimentation, en particulier dans les pays à faible revenu et à déficit vivier ainsi que dans les pays importateurs nets de produits alimentaires. Selon les trois scénarios envisagés par l'Organisation, 14,4 millions de personnes supplémentaires sombreraient dans la faim si la croissance du PIB baissait de 2 points de pourcentage; ce chiffre atteindrait 38,2 millions de personnes dans le cas d'une baisse de 5 points de pourcentage et 80,3 millions de personnes avec un recul de 10 points de pourcentage⁷. Ces estimations ne tiennent pas compte des effets à long terme des inégalités auxquelles se heurtent les personnes vulnérables des pays à revenu élevé et des pays exportateurs nets de produits alimentaires en matière d'accès à la nourriture.

9. Les mesures de stimulation de l'économie adoptées dans tous les pays doivent répondre aux besoins des groupes les plus fragilisés en augmentant l'aide alimentaire d'urgence. L'accès à des aliments nutritifs est indispensable à la santé. Les nombreuses suppressions d'emplois font que les familles peinent à se nourrir et la fermeture des écoles dans le monde entier prive d'innombrables enfants de repas scolaires vitaux.

10. Il est essentiel que les circuits commerciaux mondiaux restent ouverts, sans quoi les marchés alimentaires mondiaux ne pourront pas fonctionner. Les pays tributaires des importations de nourriture sont affaiblis par le ralentissement des expéditions et l'effondrement de leur monnaie. Les prix des produits alimentaires devraient augmenter dans la plupart des pays. Accroître la transparence des marchés, assurer la coordination entre les partenaires commerciaux et éviter les restrictions au commerce sont de bons moyens de stimuler la consommation et la production et de veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement alimentaire continuent de fonctionner⁸.

11. Des ressources doivent être allouées à des secteurs et entreprises clés, en particulier aux petites et moyennes entreprises. L'accès des petits exploitants aux marchés est fondamental, mais il leur faudra aussi des subventions en espèces et un accès aux financements pour poursuivre leurs activités de production alimentaire. Tous les travailleurs doivent disposer d'équipements de protection et des professionnels de la santé peuvent être présents sur place pour s'assurer qu'ils ne sont pas malades. Entrepôts et usines de transformation doivent être réaménagés pour que les distances physiques

⁵ *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019*: [state-of-food-security-nutrition](https://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition).

⁶ Reuters (en anglais): www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-aid-factbox/factbox-imf-world-bank-disburse-funds-to-help-countries-battle-pandemic-idUSKBN22002G.

⁷ Récession économique mondiale liée à la covid-19: <http://www.fao.org/3/ca8800fr/CA8800FR.pdf>

⁸ Quelles mesures face au risque que représente la covid-19 pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire? <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8388fr>.

puissent être respectées, et il faut octroyer des visas aux travailleurs migrants pour leur permettre de travailler dans les exploitations et les usines.

12. La pandémie de covid-19 constitue un appel à résoudre de toute urgence le problème persistant de l'inégalité. Une première solution serait d'étendre la portée des programmes de protection sociale pour que les ménages vulnérables reçoivent des liquidités et bénéficient de moratoires sur le paiement de leurs impôts et leurs remboursements hypothécaires. Ceux qui ne l'étaient pas auparavant doivent être couverts. L'Afrique est la seule région où les programmes de protection sociale sont absents. Elle se dirige vers un ralentissement économique et des perturbations au niveau de l'offre et de la demande et devra faire face à une grave crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus.

13. À long terme, les mesures de stimulation adoptées pour faire face aux menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité alimentaire doivent être conçues en vue de renforcer la résilience des systèmes alimentaires afin qu'ils soient mieux préparés pour affronter de futures pandémies. Concrètement, un changement radical s'impose pour que ces systèmes contribuent davantage à la santé nutritionnelle des petits producteurs, des pêcheurs et des éleveurs pastoraux ainsi qu'à l'utilisation durable des ressources naturelles, de la biodiversité et des services écosystémiques.

B. Évaluer les conséquences actuelles et futures de la covid-19 pour concevoir des interventions

14. La covid-19 a ceci de particulier qu'elle crée des perturbations au niveau de l'offre comme de la demande, dont les effets sont ressentis à des moments différents. Du côté de l'offre, les avis divergent quant à la durée des secousses occasionnées, à leur influence sur les marchés intérieurs et internationaux et aux mesures à prendre pour atténuer du mieux possible leurs retombées. S'agissant de la demande, on s'accorde globalement sur le fait que la demande et le commerce agricoles ralentiront par suite de la contraction de l'activité économique et de la hausse du chômage.

15. La FAO a évalué la vulnérabilité des pays face à plusieurs voies de transmission par lesquelles la pandémie est susceptible d'ébranler les marchés alimentaires et agricoles⁹. Pour ce qui est de l'offre, l'Organisation s'est intéressée aux intrants intermédiaires, au capital fixe, à la main-d'œuvre et aux exportations agricoles. Sur le plan de la demande, ce sont les répercussions sur les dépenses alimentaires et les importations agricoles qui ont été examinées. Les pays ont ensuite été classés selon leur degré d'exposition.

16. Dans les pays à faible revenu comme dans ceux à revenu élevé, la situation sur les marchés du crédit a une incidence sur les systèmes agricoles. L'Amérique du Nord, qui s'appuie sur un système agricole à plus forte intensité de capital, pourrait bénéficier de faibles taux d'intérêt. Le déficit d'intrants, en particulier l'offre limitée de pesticides, fait obstacle à la lutte contre les infestations d'organismes nuisibles, telles que les infestations acridiennes en Afrique de l'Est. Par ailleurs, le manque de main-d'œuvre interne et de travailleurs migrants saisonniers est maintenant un problème omniprésent qui, en plus d'exposer directement les pays à faible revenu à des problèmes d'approvisionnement en main-d'œuvre, entrave la production de fruits et légumes, de viande et de produits laitiers, qui nécessite une forte intensité de travail. L'affaiblissement de la monnaie locale des pays exportateurs de produits base, après la forte baisse des prix du pétrole et des métaux, en a poussé certains à imposer des restrictions à l'exportation dans le but de protéger les disponibilités intérieures.

17. La situation actuelle de l'offre et de la demande est bien différente de celle qu'elle était lors de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. Les stocks de céréales sont considérablement plus élevés aujourd'hui et les récoltes de cette année sont favorables, mais la demande alimentaire devrait stagner ou diminuer en raison de la contraction du PIB mondial. Dans le secteur non alimentaire, la demande sera modérée du fait de la baisse des prix du pétrole. Malgré de possibles goulets d'étranglement logistiques, il est peu probable que les pénuries d'approvisionnement engendrent une crise alimentaire mondiale. Dans les pays à faible revenu, la récession profonde pourrait créer une situation de crise alimentaire qui ne serait pas liée à l'augmentation des prix des aliments, mais au manque de revenus.

⁹ Voies de transmission dans l'alimentation et l'agriculture (en anglais): <http://www.fao.org/3/ca8430en/CA8430EN.pdf>

18. Enfin et surtout, la demande alimentaire chutera à mesure que le nombre de personnes sans emploi augmentera. L'ampleur des effets de la pandémie sur celle-ci dépendra de l'intensité et de la durée du choc économique occasionné, de l'épargne disponible et de l'accès au crédit et aux programmes de protection sociale.

II. Actions menées à ce jour par la FAO pour faire face à la covid-19

19. La FAO se sert d'un éventail d'outils pour évaluer les répercussions de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture dans le monde et pour contribuer à l'analyse des politiques. Elle a également organisé des réunions de haut niveau afin d'encourager les Membres à s'unir pour relever les défis posés par la pandémie.

A. *Élaboration de documents d'orientation à l'appui de la formulation de politiques fondées sur des éléments concrets*

20. Jusqu'à présent, la FAO a publié 38 documents d'orientation consacrés à l'évaluation quantitative et qualitative des incidences de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire, le commerce et les marchés alimentaires, les petits producteurs et les systèmes alimentaires résilients¹⁰.

B. *Gestion des données et analyses*

21. Grâce aux mégadonnées, la FAO surveille l'évolution du commerce et recueille des informations sur les aspects logistiques, évalue la manière dont les problèmes sont résolus et alerte le marché pour réduire l'incertitude¹¹. À titre d'exemple, les principaux retards dans les expéditions sont créés pendant le déchargement des marchandises, le délai étant passé d'un à trois jours en raison des restrictions imposées sur la main-d'œuvre dans les ports. Si ces ralentissements coûtent cher aux exportateurs, ils sont compensés par les gains liés aux taux de change. Les expéditions mondiales se poursuivent, malgré les retards.

22. Pour renforcer l'approvisionnement alimentaire, la FAO collabore avec les pays à l'analyse de leurs conditions agroécologiques et les aide à choisir les moments et les lieux propices pour planter et récolter leurs principaux produits de base¹². Les données sur les flambées de covid-19 au plan infranational peuvent être superposées aux calendriers des cultures de l'Organisation, qui indiquent les périodes clés durant lesquelles la plantation et la récolte doivent être réalisées, afin d'aider les pays à planifier leurs activités d'ensemencement, de plantation et de récolte de manière stratégique pour veiller à un approvisionnement alimentaire continu avant, pendant et après les périodes de confinement.

23. En hébergeant le Système d'information sur les marchés agricoles, créé à l'initiative du G20, la FAO favorise la transparence et la communication d'informations sur les conditions des marchés (production et consommation ou encore stocks et prix) aux pays et aux investisseurs¹³. Ces données ont encouragé les pays à ne pas se tourner vers les politiques peu judicieuses de 2007-2008. La FAO s'appuie également sur l'Analyse des décisions en matière de politiques alimentaires et agricoles pour veiller au bon fonctionnement des marchés mondiaux¹⁴.

C. *Réunions de haut niveau*

24. La FAO a pris part à la réunion des dirigeants du G20 ainsi qu'à celle des ministres de l'agriculture du Groupe. Elle a également organisé un certain nombre de rencontres avec des ministres pour s'assurer que l'alimentation et l'agriculture comptent parmi les services essentiels des pays

¹⁰ <http://www.fao.org/2019-ncov/resources/policy-briefs/fr/>.

¹¹ Outil de collecte de mégadonnées sur les chaînes alimentaires de la FAO: <https://datalab.review.fao.org>.

¹² Calendriers des cultures de la FAO: <http://www.fao.org/2019-ncov/covid-19-crop-calendars/fr/>.

¹³ Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS): <http://www.amis-outlook.org/>.

¹⁴ Analyse des décisions en matière de politiques alimentaires et agricoles (FAPDA): <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1270305/icode/>.

pendant le confinement. L'une de ces réunions virtuelles s'est tenue le 16 avril avec 45 ministres des pays membres de l'Union africaine et a débouché sur une déclaration dans laquelle ils s'engagent à protéger les populations les plus vulnérables du continent¹⁵. Toujours en avril, c'est avec l'appui de la FAO que les ministres de l'agriculture de 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont signé un accord pour unir leurs forces en vue de préserver l'approvisionnement alimentaire pour les 620 millions d'habitants de la région¹⁶.

D. Déclarations conjointes

25. Le 31 mars, Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, a publié un communiqué conjoint avec ses homologues de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation mondiale du commerce sur l'atténuation des effets de la covid-19 sur le commerce et les marchés alimentaires¹⁷, dans lequel ils exhortent les pays à collaborer et à s'abstenir d'imposer des restrictions au commerce pour éviter les pénuries alimentaires pendant la pandémie.

26. Les ministres de l'agriculture du G20 ont adopté, le 21 avril, une déclaration annonçant leur intention d'accroître la coopération mondiale et de fluidifier les échanges de produits agricoles afin de protéger la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales¹⁸, un mois après l'appel lancé aux ministres par le Directeur général de la FAO en faveur de la protection de l'accès à une alimentation et à une nutrition saines, composante essentielle des mesures sanitaires adoptées pour combattre la covid-19. La FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale ont par ailleurs publié un communiqué conjoint juste avant la réunion des ministres de l'agriculture du G20.

III. Contribution de la FAO à l'action menée par le système des Nations Unies en réponse à la covid-19

27. La FAO participe au Plan de réponse humanitaire global covid-19 et collabore actuellement avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires à l'achèvement de l'appel révisé. L'Organisation table sur une augmentation des besoins d'appui aux moyens d'existence liés à l'agriculture pouvant aller jusqu'à 30 pour cent pour les 30 pays inclus dans le nouveau plan de réponse humanitaire.

28. La FAO prend part à plusieurs initiatives de communication humanitaire et de mobilisation collective des Nations Unies alertant sur le risque qu'une autre crise se cache derrière celle de la covid.

29. L'Organisation travaille avec les équipes de pays des Nations Unies et d'autres organismes dans le cadre de la collecte et de l'analyse de données ainsi que de la réorganisation et du développement de l'assistance. En République démocratique du Congo, par exemple, elle collabore étroitement avec le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans le contexte du Réseau mondial contre les crises alimentaires.

30. La FAO participe activement au Groupe de travail technique sur la covid-19 du module mondial de la sécurité alimentaire en formulant des recommandations techniques en vue de maintenir l'appui aux moyens d'existence pendant la durée des restrictions liées à la pandémie et de répondre aux besoins naissants.

31. La FAO et le PAM assurent ensemble la collecte et l'analyse de données permettant de connaître, en temps réel, l'état actualisé de la situation sur le terrain s'agissant de l'insécurité alimentaire grave engendrée par les restrictions liées à la covid-19 afin de pouvoir intervenir rapidement pour prévenir les crises alimentaires.

¹⁵ Réunion de l'Union africaine: <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1271467/icode/>.

¹⁶ Accord des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes (en anglais):

www.fao.org/fileadmin/user_upload/rlc/docs/covid19/statement_ministers_of_agriculture_25_countries.pdf.

¹⁷ Communiqué conjoint de la FAO, de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation mondiale du commerce: <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1268772/icode/>.

¹⁸ Déclaration ministérielle du G20 (en anglais):

G20.org/en/media/Documents/G20_Agriculture%20Ministers%20Meeting_Statement_EN.pdf.

32. La FAO et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont organisé à New York, Rome, Genève et Nairobi des réunions d'information à l'intention des membres au sujet des actions menées par le système des Nations Unies pour atténuer les effets de la résurgence du criquet pèlerin. Le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition de l'Autorité intergouvernementale pour le développement y a participé.

33. Le soutien de la FAO à la lutte menée par les gouvernements contre le criquet pèlerin a permis d'éviter la perte de 720 000 tonnes de céréales, assez pour nourrir près de 5 millions de personnes pendant un an, ainsi que des dégâts sur les terrains de parcours et les unités de bétail tropical qui auraient privé 350 000 ménages pastoraux de leurs moyens d'existence.

34. La FAO a entrepris de modifier son appel à agir contre le criquet pèlerin, car une nouvelle génération de criquets devrait émerger en Afrique de l'Est et gagner le Yémen, l'Iran et le Pakistan, jusqu'à l'Inde. Le risque de dissémination en Afrique de l'Ouest, lui, est suivi de près.

35. La FAO et le système des Nations Unies doivent établir un lien entre urgence sanitaire, urgence alimentaire et développement. Au moins 10 entités s'efforcent ensemble de parvenir à une vision commune de la façon dont l'intervention humanitaire peut être reliée aux initiatives en faveur de la résilience et du développement.

36. La FAO et le système des Nations Unies doivent se préparer à l'éventualité d'une deuxième vague de covid-19 et s'employer à renforcer les capacités d'adaptation et à faire en sorte que l'application des mesures sanitaires ne nuise pas aux revenus des populations.

37. Enfin, la FAO et le système des Nations Unies doivent se coordonner, car une répartition précise des tâches, selon les compétences particulières des organismes et des institutions spécialisées, permettra d'éviter un gaspillage d'énergie.

IV. Indications que le Conseil est invité à donner

38. Le Conseil est invité à prendre note des progrès réalisés et à formuler les indications qu'il jugera utiles.